



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 394 – 9 avril 2021

Zoom sur les Perspectives de l'économie mondiale d'avril 2021 du FMI

Des perspectives de croissance mondiale plus optimistes

[Les projections d'avril 2021 du Fonds monétaire international](#) (FMI) indiquent **une contraction du PIB mondial à -3,3% en 2020**, soit une amélioration de **1,1 point de pourcentage (p.p.) par rapport aux projections d'octobre 2020**. Cette révision

légèrement plus optimiste reflète une reprise plus rapide et plus forte qu'escompté de l'activité économique dans la plupart des pays après **l'allègement des mesures de confinement**. Le FMI souligne que **la contraction aurait pu être trois fois plus importante** si les autorités n'avaient pas pris des mesures extraordinaires de soutien, notamment via **les plans de relance**.

L'économie mondiale devrait connaître une croissance de **6% en 2021 et de 4,4% en 2022**, des prévisions **supérieures à celles d'octobre 2020 de 0,8 p.p. et 0,2 p.p.** respectivement. Cette amélioration s'explique par les mesures supplémentaires de soutien engagées dans quelques grandes économies (par exemple, le plan d'investissements de 1900 Mds USD annoncé par le Président américain en mars 2021) et le lancement des campagnes de vaccination dans plusieurs pays. Toutefois, la reprise se heurte à plusieurs incertitudes liées à : (i) **la trajectoire de la crise sanitaire** ; (ii) les mesures prises par les pouvoirs publics ; (iii) **l'évolution des conditions financières et des cours des produits de base** ; (iv) la capacité de chaque économie à s'adapter aux obstacles sanitaires qui freinent l'activité.

Par ailleurs, le FMI estime que **la reprise économique sera inégale selon les pays**, du fait de fortes disparités quant à la **proportion d'emplois se prêtant au télétravail, la taille du secteur informel ou la qualité et l'accessibilité des infrastructures numériques**. Pour les secteurs les plus touchés par la crise sanitaire (tourisme, transport), la reprise dépendra essentiellement de la maîtrise de la pandémie.

Un rebond attendu en Afrique Subsaharienne, avec une croissance du PIB à **+3,4% en 2021**

L'ampleur de la récession en Afrique subsaharienne a été légèrement revue à la baisse pour 2020 : **-1,9% dans ces dernières prévisions**, contre -3% anticipé en octobre. Selon le FMI, l'économie subsaharienne devrait rebondir avec une croissance du PIB de 3,4% en 2021, supérieure de 0,3 p.p. aux

LE CHIFFRE À RETENIR

19,6 M

de personnes ont actuellement besoin d'assistance alimentaire en Afrique de l'Ouest (voir notre brève régionale sur le sujet).

prévisions d'octobre, et de 4% en 2022. A titre de comparaison, la Banque mondiale table sur un taux de croissance entre 2,3% et 3,4% en 2021 et de 4,5% en 2022 pour l'Afrique subsaharienne.

📊 Une amélioration des prévisions de croissance dans la plupart des pays de la région

En Afrique de l'Ouest, seul le Cap-Vert a enregistré une révision à la baisse de son taux de croissance (7,2 p.p.) pour 2020 ; alors que **les estimations de taux de croissance de 11 pays ont été révisées à la hausse**. La plus importante révision concerne la Guinée, dont la croissance (+5,2%, la 2^{ème} plus forte en Afrique subsaharienne) a été portée par la vigueur du secteur minier. Six pays de la zone ont toutefois été marqués par une récession, notamment le **Cap-Vert, qui a connu la**

| Pays | Croissance du PIB réel en 2019 | Croissance du PIB réel en 2020 | | Croissance du PIB réel en 2021 | | Croissance du PIB réel en 2022 |
|------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|-----------------------------------|--------------------------------|-----------------------------------|--------------------------------|
| | | Proj. Avr. 2021 | écart / proj. oct. 2020 (en p.p.) | Proj. Avr. 2021 | écart / proj. oct. 2020 (en p.p.) | |
| Benin | 6,9 | 2 | 0 | 5 | 0 | 6 |
| Burkina Faso | 5,7 | 0,8 | +2,8 | 4,3 | +0,4 | 5,2 |
| Cap vert | 5,7 | -14 | -7,2 | 3,4 | +1,3 | 6 |
| Cote d'Ivoire | 6,2 | 2,3 | +0,5 | 6 | -0,2 | 6,5 |
| Gambie | 6,1 | 0 | +1,8 | 6 | 0 | 6,5 |
| Guinée | 5,6 | 5,2 | +3,8 | 5,6 | -1 | 5,2 |
| Guinée Bissau | 4,5 | -2,4 | +0,5 | 3 | 0 | 4 |
| Liberia | -2,5 | -3 | 0 | 3,6 | +0,4 | 4,7 |
| Mali | 4,8 | -2 | 0 | 4 | 0 | 6 |
| Mauritanie | 5,6 | -2,2 | +1 | 3,1 | +1,1 | 5,6 |
| Niger | 5,9 | 1,2 | +0,7 | 6,9 | 0 | 12,8 |
| Sénégal | 4,4 | 0,8 | +1,5 | 5,2 | 0 | 6 |
| Sierra Leone | 5,5 | -2,2 | +0,9 | 3 | +0,3 | 3,6 |
| Togo | 5,5 | 0,7 | +0,7 | 3,5 | +0,5 | 4,5 |
| Afrique subsaharienne | 3,2 | -1,9 | +1,1 | 3,4 | +0,3 | 4 |
| Monde | 2,8 | -3,3 | +1,1 | 6 | +0,8 | 4,4 |

Source : FMI, WEO avril 2021

contraction la plus importante du continent après l'île Maurice (-14%), mais aussi le Libéria (-3%), la Guinée Bissau (-2,4%), la Mauritanie (-2,2%), la Sierra Leone (-2,2%) et le Mali (-2%).

Le FMI table sur **une croissance positive pour tous les pays en 2021**, avec toutefois des révisions à la baisse pour la Côte d'Ivoire (-0,2 p.p.) et la Guinée (-1 p.p.). **L'économie la plus dynamique de la région en 2021 pourrait être le Niger**, avec une prévision de croissance stable à +6,9%. Le pays se classerait au 3^{ème} rang en Afrique subsaharienne derrière le Kenya (+7,6%) et le Botswana (+7,5%).

📍 Régional

19,6 M personnes actuellement en besoin d'assistance alimentaire en Afrique de l'Ouest

Selon le Réseau de prévention des crises alimentaires qui a publié [une nouvelle étude le 1^{er} avril](#), 19,6 M personnes auraient actuellement besoin d'assistance alimentaire en Afrique de l'Ouest (14 pays analysés dont le Nigéria et le Tchad). Ce chiffre pourrait atteindre 27 M

pendant la période de soudure de juin à août 2021, dont 12,8 M personnes au Nigéria, 2,9 M au Burkina Faso, 2,3 M au Niger, 1,8 M en Sierra Leone, 1,3 M au Mali et 1 M au Libéria. Ce niveau de sévérité résulte notamment de la situation sécuritaire dans la région du Sahel, qui limite l'accès à la terre et aux moyens de production, engendre des pertes, limite la mobilité des troupeaux et provoque de nombreux déplacements de populations. Les déplacés internes sont estimés à 5,6 M personnes dont 3 M au Nigeria, 1 M au Burkina Faso, 430 000 au Tchad, 381 000 au Niger et 340 000 au Mali.

22 pays africains bénéficient du prolongement de l'allègement du service de la dette

[Le FMI a approuvé le 1^{er} avril](#) une troisième tranche de dons pour l'allègement du service de la dette de 28 pays dans le cadre du Fonds fiduciaire pour la prévention et l'atténuation des catastrophes. Cette approbation fait suite à deux tranches antérieures, approuvées respectivement le 13 avril et le 2 octobre 2020. Elle permet le décaissement de dons pour le paiement de l'ensemble du service de la dette éligible dû au FMI par ces bénéficiaires du 14 avril 2021 au 15 octobre 2021 – estimé à 238 M USD. L'objectif de l'opération est de libérer de l'espace budgétaire pour financer les besoins sanitaires, sociaux et économiques d'urgence liés à la pandémie de COVID-19. L'Afrique de l'Ouest compte 10 bénéficiaires: le Bénin, le Burkina Faso, la Gambie, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Libéria, le Mali, le Niger, la Sierra Leone et le Togo.

Protocole d'accord entre la BAfD et la BOAD pour le financement de projets d'infrastructure

La Banque africaine de développement (BAfD) et la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) ont signé le 1^{er} mars, [un protocole d'accord conclu pour cinq ans](#). Il vise à renforcer les co-financements pour la préparation de projets d'infrastructure régionale en partenariat public-privé (PPP) en Afrique et impliquant au moins un État membre de l'UEMOA. L'accord porte sur l'identification de projets d'infrastructure régionale envisageables en PPP, la réalisation des études de faisabilité ainsi que la structuration et l'appui pour les modalités de décaissement.

10 nouveaux projets pilotes lancés dans le cadre du programme GCCA+

[Dix nouveaux projets pilotes d'agriculture intelligente](#) ont été lancés le 7 avril dans le cadre du projet européen GCCA+ Afrique de l'Ouest. Ces derniers ont été sélectionnés à l'issue du 2^{ème} appel à projets lancé par Expertise France en juin

2020, sous l'égide de la CEDEAO et en partenariat avec le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS). Ils sont répartis dans 7 pays: le Cap Vert, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée Bissau, le Nigéria et la Sierra Leone. Pour rappel, le projet GCCA+ Afrique de l'Ouest est financé par l'Union européenne à hauteur de 12 M EUR et vise à appuyer la mise en œuvre concrète des engagements pris par les États membres de la CEDEAO en matière de lutte contre le changement climatique. Le premier appel à projets a été lancé en 2019 et quatre projets pilotes avaient été sélectionnés au Bénin, au Niger, en Mauritanie et au Tchad.

Le consortium Envol Tech/Sonatel obtient la gestion du câble de fibre optique au sein de de l'OMVS

La Société de gestion de l'énergie de Manantali ([SOGEM](#)), que partagent la Guinée, le Mali, la Mauritanie et le Sénégal dans le cadre de l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS), a confié la gestion de son câble de garde à fibres optiques au consortium formé par Envol Technology et le groupe sénégalais Sonatel, opérateur téléphonique sous la marque Orange. La cérémonie de signature du contrat s'est tenue le 3 avril à Bamako. L'infrastructure devrait contribuer à une amélioration de la qualité de service et à une baisse des coûts pour les consommateurs des différents pays.

Bénin

Le Bénin mobilise 326 M EUR pour la modernisation de son réseau électrique

[Le Bénin a obtenu, le 1^{er} avril 2021, un crédit de 326 M EUR auprès de la banque française de financement Natixis](#). Garantie par l'agence de crédit à l'exportation française Bpifrance Assurance Export, cette facilité est assortie d'un taux d'intérêt en dessous de 2,5%, avec une maturité proche de 15 ans. Les fonds mobilisés serviront à financer le Projet d'accès durable et sécurisé du Bénin à l'énergie électrique

(PADSBEE), dont l'exécution des travaux est confiée à un autre groupe français, Vinci Energies. Prévus pour être réalisés sur une durée de 36 mois, les travaux portent sur un ensemble d'ouvrages de transport et de distribution de l'énergie électrique. Cette opération constitue le financement à l'exportation le plus important jamais mobilisé par le Bénin.

Démarrage du Projet d'appui au développement de la filière anacarde

Le 19 mars dernier marquait le lancement des activités relatives au Projet d'appui au développement de la filière anacarde et de l'entrepreneuriat agricole (PADEFA-ENA). Financé à hauteur de 18,6 M USD par la BAfD, ce projet a pour objectif l'amélioration des performances de la filière anacarde par l'augmentation des capacités de production afin d'assurer, de façon durable, la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la population et de contribuer au développement économique et social du Bénin. Sont notamment prévues à cet effet, l'installation de 3 000 hectares de nouveaux vergers d'anacardiens, la réhabilitation de 10 000 hectares d'anciennes plantations ainsi que la construction d'unités de production et de transformation.

Burkina Faso

Allègement des procédures de passation de marchés en entente directe

Le gouvernement a adopté [en Conseil des ministres](#) un décret portant allègement des conditions de recours à la procédure d'entente directe pour la passation des marchés publics et des délégations de service public, dans le cadre de la mise en œuvre de la tranche 2021 du Programme d'Urgence pour le Sahel (PUS-BF). L'adoption de ce décret permettra d'accélérer la contractualisation des marchés et la signature de contrats estimés à 188,8 Mds FCFA (287 M EUR) au titre des ministères et à 19,8 Mds FCFA (30 M EUR) au titre des collectivités territoriales. Pour rappel, le Programme d'urgence pour le Sahel au

Burkina Faso (PUS-BF) est un programme gouvernemental adopté en 2017 pour faire face aux défis sécuritaires que rencontre le pays, en particulier dans la région Nord, depuis 2015.

JOC-ER et SOTRACOM, attributaires d'un marché d'aménagement de 600 ha de périmètres irrigués

Lors du [Conseil des ministres tenu le 7 avril 2021](#), le gouvernement burkinabé a attribué la réalisation des travaux d'aménagement de l'extension de 600 ha de périmètres irrigués de la Léraba au groupement constitué par les sociétés burkinabé JOC-ER S.A et sénégalaise SOTRACOM S.A, pour un montant d'environ 12,4 Mds FCFA (18 M EUR), avec un délai d'exécution de quinze mois hors hivernage. Ce Projet est financé par la BAfD dans le cadre du [Projet d'aménagement et de valorisation de la plaine de la Léraba](#) (PAVAL).

Cap-Vert

Augmentation de 5,3% de l'encours des crédits bancaires au secteur privé

Selon [la Banque centrale du Cap-Vert](#) (BCV), l'encours des crédits au secteur privé a augmenté de 5,3% en 2020, atteignant 114,8 Mds CVE (1 Md EUR), grâce aux mesures de soutien et de relance prises par la BCV depuis la pandémie. Elle a en effet fourni des liquidités aux banques et encouragé les lignes de crédit en faveur des entreprises afin de soutenir la reprise. Fin décembre, la banque centrale a annoncé qu'elle maintiendrait ses taux à des niveaux historiquement bas en 2021 et prolongerait le programme de financement de 12 mois supplémentaires pour atténuer l'impact de la crise. Le taux directeur s'établit actuellement à 0,25% et le taux de prêt marginal à 0,5%.

Côte d'Ivoire

Mise en service d'un site internet à destination des Ivoiriens de la diaspora

Le Comité national de télédétection et

d'information géographique en Côte d'Ivoire (CNTIG) [a présenté](#) officiellement, le 30 mars 2021, [le site internet officiel des Ivoiriens de la diaspora](#). Le projet, financé par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), permettra aux membres de la diaspora ivoirienne de s'informer et de s'enregistrer pour une meilleure gestion de sa cartographie par le gouvernement. Le Sénégal, la France et les Etats-Unis ont été choisis comme pays pilotes pour procéder aux premiers enregistrements.

Inflation à +3,2% en g.a. en février 2021

[L'inflation s'est établie à +3,2% en g.a. en février 2021](#). La hausse de l'indice des prix à la consommation a été tirée par l'augmentation des prix de tous les postes de dépenses, dont principalement les produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+5,6% en g.a.) – en particulier le poisson (+9,6% en g.a), les fruits (+26% en g.a.) et les tubercules et plantains (+24,9% en g.a.) –, de l'enseignement (+4,1% en g.a.) et des transports (+2,9% en g.a.). Selon le FMI, le taux d'inflation moyen annuel en Côte d'Ivoire devrait se situer à 2% en 2021.

Le Port d'Abidjan a accueilli son premier navire de plus de 300 m de long

Pour la première fois depuis [l'achèvement des travaux d'approfondissement et d'élargissement](#) du canal de Vridi, le Port Autonome d'Abidjan (PAA) a accueilli, le 1^{er} avril, [un navire porte-conteneurs de plus de 300 m de long](#). Pour rappel, [25,7 M tonnes de marchandises](#) ont transité par le PAA en 2019, représentant une augmentation de 6,5% du trafic par rapport à 2018. De nombreux investissements ont été réalisés ces dernières années comme la construction d'un deuxième terminal à conteneur, la mise en service d'un terminal roulier ou encore le remblaiement de la baie lagunaire. A terme, les travaux encore en cours devraient permettre au port d'accueillir des navires d'une capacité de 14 000 conteneurs, contre 3 500 actuellement.

Soufflet crée une filiale à Abidjan dédiée

à Afrique de l'Ouest

Le groupe alimentaire français Soufflet a annoncé, le 6 avril 2021, [la création d'une filiale à Abidjan, baptisée « Soufflet West Africa »](#), pour développer ses activités dans la filière blé-farine-pain en Côte d'Ivoire et dans la sous-région, où le groupe exporte environ 1,5 M tonnes de blé par an. La filiale s'appuiera sur Soufflet Négoce, premier exportateur français de céréales, et d'AIT, la division ingrédient du groupe.

Gambie

Lancement d'une plateforme nationale d'échanges dédiée à l'énergie

[Le ministère du Pétrole et de l'Énergie, en collaboration avec l'ONUDI](#) (Organisation des Nations unies pour le développement industriel), a procédé au lancement d'une Plateforme nationale d'échanges dédiée au secteur énergétique dans le but de promouvoir et d'adopter des solutions énergétiques durables. Ce groupe multisectoriel sera chargé de mener des dialogues politiques reliant l'énergie aux autres secteurs pertinents de l'économie gambienne. La plateforme facilitera également la mise en œuvre d'incitations visant à promouvoir l'adoption et la diffusion de l'efficacité énergétique à grande échelle dans différents secteurs et zones géographiques.

Guinée

Adoption de la loi contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme par l'Assemblée nationale

Les députés guinéens ont adopté le 6 avril [une loi contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme](#). Selon le rapporteur de la Commission des lois, cette nouvelle loi est assortie de plusieurs amendements, afin de permettre à la Guinée de s'intégrer dans une dynamique sous-régionale et internationale de lutte contre ces phénomènes.

Guinée-Bissau

Lancement de la campagne de commercialisation de la noix de cajou

[La campagne de commercialisation de la noix de cajou s'est ouverte le 7 avril 2021](#) avec un prix minimum de référence pour le producteur fixé à 360 FCFA/kg (0,55 EUR), en baisse par rapport à la campagne précédente lors de laquelle le prix était fixé à 375 FCFA (0,57 EUR). Le Conseil des ministres a fixé l'assiette fiscale pour les exportations de noix de cajou à 850 USD (720 EUR) la tonne. A titre de comparaison, le prix de référence pour le producteur a été fixé à 305 FCFA/kg en Côte d'Ivoire, premier producteur mondial. Pour rappel, la noix de cajou est de loin le 1^{er} produit d'exportation de la Guinée-Bissau, avec des ventes à 161 Mds FCFA (245 M EUR) en 2019, soit 98% des exportations totales du pays.

Libéria

Légère augmentation du déficit de la balance commerciale en 2020

[Le déficit de la balance commerciale du Libéria s'est établi à 12,7% du PIB en 2020](#), contre 12,3% en 2019. Bien qu'en valeur, le solde de la balance commerciale en valeur soit resté quasiment identique, ce résultat s'explique par la baisse du PIB (-3,4%) en 2020, du fait de la pandémie. Les recettes d'exportation ont augmenté de 11,9% en g.a., pour s'établir à 607,7 M USD, soit 19,8% du PIB en 2020. Cette hausse a été tirée par les exportations d'or et de minerai de fer, qui ont augmenté respectivement de 18,2% et 23,2%. La tendance a été atténuée par l'augmentation des importations de 6,9% à 998 M USD, principalement du fait de la hausse de 30,3% des achats de produits minéraux, carburants et lubrifiants – essentiellement composés de produits pétroliers.

Mali

Moody's améliore la perspective de la note du pays

Le 22 mars 2021, l'agence de notation internationale [Moody's a fait passer la perspective de la note du Mali de « négative » à « stable »](#). Cette décision est soutenue par la stabilisation de la situation politique au Mali, après le coup d'État d'août 2020. En effet, un gouvernement de transition a été mis en place, reconnu par les partenaires régionaux et la communauté internationale. Toutefois, Moody's a maintenu la note du pays à « Caa1 » (risque de défaut élevé), estimant que la solvabilité du pays continue d'être limitée par des niveaux de revenu très bas, une faible diversification économique et des institutions très faibles. En outre, l'agence considère que le fardeau de la dette du Mali devrait se stabiliser à environ 50% du PIB, soutenu par la reprise économique en cours après la pandémie et l'engagement du gouvernement en faveur de l'assainissement budgétaire.

Solde excédentaire de la balance des paiements en hausse en 2019

La « [Journée de diffusion des comptes extérieurs du Mali](#) » a été organisée par le gouvernement malien et la Banque centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest (BCEAO) le 31 mars dernier. A cette occasion, les résultats des comptes extérieurs du pays pour l'année 2019 ont été présentés : la balance commerciale a été déficitaire à hauteur de 373 Mds FCFA (569 M EUR) – avec des importations estimées à 2 527 Mds FCFA (3,9 Mds EUR) et des exportations estimées à 2 153 Mds FCFA (3,3 Mds EUR) – mais l'excédent du solde global de la balance des paiements s'est toutefois inscrit en hausse, à 264 Mds FCFA (402 M EUR). Cette évolution s'explique essentiellement par l'accroissement des investissements directs étrangers et des tirages nets de l'administration centrale.

🍷 Mauritanie

Signature d'un contrat pétrolier avec Cairn Energy

[Le Ministre du Pétrole, des Mines et de l'Énergie a signé, le 6 avril 2021, un Contrat d'Exploration Production avec la société pétrolière Cairn Energy](#), basée au Royaume-Uni. Ce contrat porte sur le bloc C7 situé dans l'offshore du bassin côtier de la Mauritanie.

La Mauritanie impose des restrictions aux importations de carottes et tomates

Depuis le 31 mars 2021, [le ministère mauritanien du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme](#) aurait décidé de l'arrêt des importations de carotte et de la limitation des importations de tomate à 60 tonnes par jour. Cette décision serait motivée par la volonté de promouvoir les fruits et légumes produits localement.

🍷 Niger

L'Algérie offre 58 tonnes de produits alimentaires au Niger

L'Algérie a fait don de [58 tonnes de denrées alimentaires au Niger](#), réceptionnées à Niamey le 4 avril, en prélude au Ramadan. Ce don intervient alors que [le ministre nigérien du Commerce et de la Promotion du secteur privé s'est entretenu le 24 mars avec les opérateurs économiques](#), les associations de défense des consommateurs et les responsables de la Chambre de commerce, d'industrie et d'artisanat du Niger pour s'assurer de la disponibilité des marchandises et pour juguler la hausse des prix pendant ce mois de fête religieuse.

La Cominak amorce les travaux de réaménagement de son site d'Akouta

Conformément à la décision de la Cominak relative à l'arrêt de ses activités de production, annoncée en octobre 2019, [l'exploitation de la mine d'uranium d'Akouta](#) a officiellement pris fin

le 31 mars 2021. Les travaux de réaménagement du site ont été lancés et dureront une dizaine d'années. Pour rappel, la Cominak (filiale nigérienne du groupe français Orano, anciennement Areva) exploitait la mine depuis 1974. Malgré la baisse des cours mondiaux depuis 2011, l'uranium reste le premier produit d'exportation du Niger, qui en a vendu pour 141 Mds FCFA (215 M EUR) en 2019, soit 24% de ses exportations totales.

🍷 Sénégal

Signature de la Lettre de politique de développement de la microfinance

La ministre de la Microfinance, de l'Économie sociale et solidaire ainsi que son homologue de l'Économie, du Plan et de la Coopération ont [signé, le 2 avril dernier, la Lettre de politique sectorielle de développement \(LPSD 2021-2025\) du secteur de la microfinance et de l'économie sociale et solidaire](#). L'objectif principal est d'accroître les opportunités d'emplois pour les jeunes à travers la mise en place d'un plan d'actions, dont le renforcement de capacités et le refinancement des instituts de microfinance. Avec un budget prévisionnel estimé à 112,4 Mds FCFA (171 M EUR), la LPSD serait un levier stratégique pour une meilleure inclusion financière à l'horizon 2025. Selon le ministre de l'Économie, du Plan et de la Coopération, la LPSD devrait permettre d'atteindre un taux d'occupation des jeunes et des femmes de respectivement 25% et 35 % en 2023.

Plus de 90 M EUR injectés entre 2018 et 2020 par la Délégation à l'entrepreneuriat Rapide

La Délégation générale à l'entrepreneuriat rapide pour les femmes et les jeunes (DER/FJ) a procédé, le 7 avril 2021, à [l'ouverture officielle des dépôts de demande de financement pour l'année 2021](#), avec une enveloppe de 42,8 Mds FCFA (65 M EUR) prévue pour cette année. Ce programme de financement s'inscrit dans le cadre du Pavie (projet d'appui et de valorisation des initiatives

entrepreneuriales des femmes et des jeunes), projet dont la phase 1 est cofinancée par l'Etat du Sénégal, l'AFD et la BAFD pour un montant global de 74 Mds FCFA (112,8 M EUR), dont 20 Mds FCFA (30 M EUR) déjà décaissés. [Selon son Délégué général, entre 2018 et 2020, la DER/FJ aurait injecté plus de 60 Mds FCFA](#) (91,4 M EUR) en touchant environ 106 000 bénéficiaires sur l'ensemble du territoire national, avec un taux de remboursement de 70% en 2019.

Vers un renforcement de la lutte contre le blanchiment de capitaux

[Le renforcement des dispositifs internes de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme \(LBC/FT\) a été au cœur de la première rencontre trimestrielle de l'année 2021](#) qui s'est tenue le 7 avril entre la Direction nationale de la BCEAO et l'Association Professionnelle des Banques et Etablissements Financiers du Sénégal (APBEFS). Les directeurs généraux des banques se sont accordés sur un plan d'action visant à renforcer la vigilance en vue du respect intégral des dispositions en vigueur. Pour rappel, le 25 février dernier, [le Sénégal a été placé sur liste grise par le Groupe d'action financière](#) (GAFI) en raison de certaines déficiences stratégiques constatées dans la

LBC/FT. Concernant la situation du système bancaire, l'autre point de la rencontre, elle a été marquée en 2020 par une bonne tenue des principaux indicateurs. Les emplois bancaires se sont inscrits en hausse de 843 Mds FCFA (1,28 Mds EUR), soit +12,5% en un an.

Sierra Leone

Sunon Asogli signe un protocole pour réaliser deux projets d'électrification à 700 M USD

Le producteur ghanéen Sunon Asogli Power a signé [un protocole d'accord avec le ministère de l'Énergie](#) le 29 mars 2021, pour la mise en œuvre de deux projets d'électrification. Le premier projet porte sur la construction d'une centrale solaire d'une capacité de 20 à 50 MW à Freetown d'ici un an. Le second prévoit l'installation d'une nouvelle centrale hydroélectrique de 160 MW à Benkongor; les travaux devraient durer 4 ans. L'investissement total nécessaire est estimé à 700 M USD. Pour rappel, le taux d'électrification de la Sierra Leone s'établit aux alentours de 27% selon la Banque mondiale. Le pays a pour objectif d'atteindre 30% en 2030.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international